RAPPORT D'ENQUÊTE SUR LES AGISSEMENTS
DU DÉPARTEMENT ADMINISTRATIF DE SÉCURITÉ - COLOMBIE

"CHUZADAS"
LES GRANDES OREILLES DU RENSEIGNEMENT TOURNÉES CONTRE LA PRESSE COLOMBIENNE

ENQUÊTE MENÉE PAR **BENOÎT HERVIEU** ET **FABIOLA LEÓN POSADA**,
AVEC **MARÍA PIA MATTA** ET **SETH REDNISS** // **05.2010**

REPORTERS SANS FRONTIERES
POUR LA LIBERTE DE LA PRESSE

AFP

« Watergate, à côté, était un jeu d'enfant. Ils nous ont espionnés nous, journalistes, mais aussi des défenseurs des droits de l'homme, des ONG, des hommes politiques d'opposition, de hauts magistrats et ils ont été jusqu'à s'espionner eux-mêmes… Un vrai petit KGB ! » **Petit, mais manifestement efficace. Loin de flatter ceux qu'il désigne, le parallèle établi par le journaliste Daniel Coronell avec l'un des symboles de la guerre froide pointe surtout l'ampleur d'un scandale. Un scandale tissé d'indiscrétions téléphoniques, de filatures, d'intimidations, d'exils, et d'opérations de discrédit personnel comme n'en a jamais connu la presse du pays avant le double mandat d'Alvaro Uribe.**

Sale temps pour un président sur le départ, élu puis réélu dans un fauteuil, qui prétendait avoir tourné la page d'un demi-siècle de conflit armé et se flattait d'un bon bilan sécuritaire. La Cour constitutionnelle lui a refusé la possibilité de briguer un troisième mandat. Les procédures pour collusions avec le paramilitarisme (la "*parapolitique*") continuent d'empoisonner son entourage et ses alliés, comme ces 80 parlementaires inculpés dont un quart sont en prison. Son ancien ministre de la Défense et successeur autoproclamé, Juan Manuel Santos, est au coude à coude dans les sondages avec la météorite du Parti Vert, l'atypique ancien maire de Bogota Antanas Mockus. Enfin et surtout, le voici exposé malgré ses dénégations à une mise en cause publique pour avoir couvert, sinon ordonné, le dévoiement de ses services de renseignement, à commencer par le principal : le Département administratif de sécurité (DAS).

A l'issue du premier tour de l'élection présidentielle, ce dimanche 30 mai, un très probable second tour se jouera autour de l'héritage Uribe et

Un spécialiste du conflit : âgé de 40 ans, HOLLMAN MORRIS est devenu dans son pays l'un des meilleurs spécialistes des thèmes des droits de l'homme et du processus de paix. Fondateur avec son frère d'une maison de production qui porte son nom, il a pris, en 2003, la direction du programme de reportages «Contravía» («Contre-courant»)

de sa part d'ombre. Car le scandale des interceptions téléphoniques (les "*chuzadas*") et de leurs conséquences sur les libertés publiques en dit long sur le prix réel de la "*résolution*" du conflit armé. Il souligne également les méthodes de communication d'un gouvernement. Il aura enfin mis en péril le difficile équilibre institutionnel d'un pays miné par la guerre et le narcotrafic, au point de poser la question de l'avenir de la maison DAS.

DYNAMITAGE ET SABOTAGES

C'est à première vue un petit local qui ressemblerait au standard d'une entreprise de livraison sans sa porte blindée. Il s'appelle la *Sala plata* ("*salle d'argent*") et compte quelques ordinateurs et combinés, occupés par de jeunes gens sous la garde vigilante d'un officier de sécurité habillé en civil et armé. Combien de conversations écoutées, de sources d'informations interceptées et de filatures organisées depuis ici et deux autres salles similaires ? Difficile à estimer mais parler aujourd'hui de *Sala plata* est une autre façon de résumer l'institution qui l'abrite et le scandale qui va avec.

Dans le collimateur du DAS et de l'administration Uribe, bien avant que n'éclate le scandale des "*chuzadas*", Hollman Morris attend aujourd'hui des excuses publiques de l'institution. Grand

connaisseur du conflit armé, le directeur du programme *Contravía* ("*contre-courant*") sur la chaîne publique *Canal Uno* nous annonçait pour le 13 mai une nouvelle interruption de son émission, lancée en 2003. "*La Suède, qui comptait parmi nos bailleurs, nous a fait savoir par son ambassade que les fonds manquaient. Mais comment ne pas s'interroger sur d'éventuelles pressions venues d'en haut, en pleines négociations commerciales entre l'Amérique latine et l'Union européenne, alors que nous venions de reprendre, le 17 septembre 2009, après une autre coupure de huit mois ?*" Régulièrement menacé par les paramilitaires, désigné comme "*porte-parole des FARC*", brièvement détenu par l'armée en février 2009 lors de la couverture d'une libération d'otages par la guérilla, le journaliste a dû prendre plusieurs fois le chemin de l'exil. Pour lui, la nouvelle interruption de *Contravía* n'est pas seulement une "censure", mais "le résultat d'une propagande noire dont le DAS a été l'instrument".

> « Ont alors commencé dix ans de harcèlement, de menaces, de propagande contre ma personne »

Avant que le scandale des "*chuzadas*" ne fasse apparaître une liste de seize journalistes issus d'une dizaine de médias – peut-être davantage en réalité – parmi un pic de 300 cibles d'écoutes, le DAS commence à s'intéresser de près à Hollman Morris et à Claudia Julieta Duque, la très tenace journaliste de *Radio Nizkor*. Les deux collègues enquêtent alors sur les suites de l'assassinat, le 13 août 1999, du charismatique éditorialiste et satiriste Jaime Garzón. Ce crime est attribué aux paramilitaires mais il éclabousse rapidement le DAS lorsque la paire de journalistes le soupçonne d'avoir étouffé l'affaire.

"*Nous voulions mobiliser la profession et l'opinion autour du processus judiciaire, un peu comme en Argentine après l'assassinat en 1997 du reporter José Luis Cabezas. Ont alors commencé dix ans de*

Département administratif de sécurité

Créé après les émeutes dites du "*Bogotazo*" d'avril 1948 qui marquèrent officiellement le début des violences en Colombie, le Service de renseignement colombien (SIC) prend officiellement le nom de Département administratif de sécurité (DAS) en 1960. Fort de 6 000 agents, doté de 27 sections départementales et de 20 postes opérationnels sur tout le territoire, il s'incarne dans un haut immeuble marqué de ses trois lettres dans le quartier de Paloquemao, à l'est de Bogota. Longtemps, cette façade par où passe en théorie toute l'information cruciale pour la sécurité du territoire a évoqué ce 6 décembre 1989, quand un attentat attribué au cartel de Medellín de Pablo Escobar avec la complicité de paramilitaires avait failli la détruire, causant plus de 50 morts et 600 blessés. La réputation sulfureuse du DAS a débuté en ces années 1989-1990 pour son rôle jamais éclairci dans les assassinats de trois candidats à la présidentielle, Luis Carlos Galán, Bernardo Jaramillo et Carlos Pizarro. Ce sombre passé revient aujourd'hui dans les mémoires, comme en écho à la période présente. *"Depuis Uribe, ils ont davantage écouté Hollman Morris qu'auparavant Pablo Escobar !"*, persifle un journaliste. De 2002 à 2009, l'institution du renseignement a vu passer pas moins de cinq directeurs sans pour autant cesser les écoutes et la propagande noire.

harcèlement, de menaces, de propagande contre ma personne", confie la récente lauréate du prix de la section suédoise de Reporters sans frontières. "On a visité les parkings où j'avais stationné, on a saboté la direction de mon véhicule et j'ai d'ailleurs été victime d'un accident en 2008". Pour Claudia Julieta Duque, plusieurs fois contrainte à l'exil elle aussi, les frayeurs commencent dès septembre 2001 lorsqu'elle est victime d'un enlèvement. "*Tout de suite, j'ai reconnu la marque du DAS avec le type de véhicule utilisé pour me filer. Il a été confirmé plus tard que sur le calepin de l'un de mes agresseurs, informateur du DAS, figurait le numéro de téléphone de la direction des droits de l'homme du ministère de l'Intérieur*".

LA DÉRIVE DU G3, NOUVELLE UNITÉ D'ÉCOUTES

Le conflit ouvert entre ces deux journalistes et les services de renseignement anticipe et résume à la fois des pratiques dont le tournant se situe au second semestre de l'année 2003. Alvaro Uribe au pouvoir depuis plus d'un an, le processus de "*démobilisation*" des paramilitaires est officiellement engagé. La lutte contre les FARC se poursuit et affaiblira plus tard la guérilla. Mais il faut d'ores et déjà imposer dans les esprits la fin imminente du conflit et le retour à l'ordre. Reproduite dans un document transmis par l'un de nos interlocuteurs, une déclaration du 8 septembre 2003 d'Alvaro Uribe à l'Ecole supérieure de guerre donne déjà une idée de la stratégie à suivre, du discours qui la porte, et de ses implications. Le chef de l'État y fustige ces "*politicards, au service du terrorisme, qui s'agitent lâchement sous la bannière des droits de l'homme pour rendre, en Colombie, au terrorisme, l'espace que la force publique et les citoyens lui ont retiré.*"

Photo: El Tiempo

Cette charge n'est pas la seule dans son genre et Alvaro Uribe n'hésitera pas, à la fin de l'année 2007, à invectiver parfois en direct des journalistes tels que Daniel Coronell, aujourd'hui directeur du programme d'informations *Noticias Uno* sur la chaine *Canal Uno* et chroniqueur de l'hebdomadaire *Semana*, Hollman Morris, Carlos Lozano, directeur de l'hebdomadaire communiste *Voz* et ancien médiateur du conflit, ou encore le correspondant du *Nuevo Herald* (édition en espagnol du *Miami Herald*) Gonzalo Guillén. Ces déclarations seront suivies de menaces de mort contre les intéressés, poussant certains à l'exil. Dès 2003, l'objectif est en tout cas fixé. Ces gêneurs de journalistes, politiciens d'opposition et autres avocats des droits de l'homme peuvent contrarier par leurs critiques un ambitieux projet sécuritaire. "*Uribe voulait une adhésion totale de la population à 100 %. Ne pas laisser apparaître la moindre faiblesse*", estime un directeur de journal. C'est à cette époque précise que le DAS se dote d'une nouvelle unité d'écoutes, le G3.

> « Uribe voulait une adhésion totale de la population à 100 %. Ne pas laisser apparaître la moindre faiblesse »

"*Le G3 fait partie du système dit Esperanza qui inclut aussi les écoutes de la police et du CTI, l'unité de renseignement militaire*", explique Felipe Muñoz. Le directeur général du DAS, en poste depuis janvier 2009, conscient de la réputation actuelle de son institution, tient à rassurer quand à l'encadrement du dispositif. "*Un tel système est sous contrôle du Parquet (Fiscalía) général de la nation, autrement dit de l'une des plus hautes autorités judiciaires du pays. Il est techniquement impossible d'effectuer des écoutes hors de tout contrôle. Il est, en revanche, possible d'inclure ou de compromettre quelqu'un en utilisant les données d'une autre personne ou en se connectant ensuite sur l'interlocuteur de la personne écoutée.*" Mais d'après un journaliste espionné, le système permet de ne pas retrouver la trace de l'"écouteur". L'origine technique des "chuzadas" tient apparemment dans cette description. Mais ces interceptions et leurs suites n'auraient pas eu la même envergure si le G3 n'avait rapidement outrepassé ses prérogatives avec quelques complicités douteuses.

Institution dans l'institution, le G3 est mis en place par le trio Jorge Noguera, directeur général du DAS de 2002 à 2006, son sous-directeur José Miguel Narváez, ancien haut fonctionnaire du ministère de la Défense et enseignant à l'Ecole supérieure de guerre, et un ancien élève de ce dernier, Fernando Ovalle Olaz, spécialisé dans la guerre politique.

Le nom de José Miguel Narváez est cité dans l'affaire Jaime Garzón et l'homme de l'ombre aurait dispensé ses cours au sein de certaines unités des Autodéfenses unies de Colombie (AUC, paramilitaires), de l'aveu même de l'un de leurs chefs, le tristement célèbre Salvatore Mancuso.

"*Le cas Narváez est un volet du scandale*", explique un ancien défenseur de la liberté de la presse aujourd'hui revenu au journalisme et chargé pour son média du dossier des "*chuzadas*". "*Ce qui est certain, aux yeux de la Fiscalía, c'est que le DAS a fonctionné un temps comme une entreprise criminelle liée ou au service du paramilitarisme.*" Directeur de l'hebdomadaire *Semana* qui a fait éclater le scandale des interceptions en février 2009 et lui-même victime du procédé, Alejandro Santos confirme. "*Durant la période Jorge Noguera, dont les relations avec l'armée et la police étaient exécrables, le DAS s'est consacré, en lien avec le Bloc Nord des AUC à la lutte contre ce qu'ils appellent les 'insurgés'. D'où en conséquence des assassinats de syndicalistes et de défenseurs des droits de l'homme considérés comme liés à la guérilla.*" C'est d'ailleurs sous l'accusation d'homicide que Jorge Noguera, très proche d'Alvaro Uribe et pressenti dès la première élection de celui-ci pour prendre les commandes du DAS, est emprisonné depuis 2007. "*Je ne le connais pas et ne le défendrai ni en public ni en privé*", nous a assuré son actuel successeur Felipe Muñoz.

FALSOS POSITIVOS

Le scandale des écoutes et de la propagande noire s'emboîte alors dans celui dit des "*faux positifs*" ("*falsos positivos*"), une série d'exécutions extra judiciaires permettant de soutenir la thèse d'une victoire imminente sur la guérilla. Et peu importe que depuis longtemps, bien loin de toute guerre politique ou idéologique réelle, les FARC aient pris le visage d'une entreprise criminelle au même titre que les paramilitaires et les narcotrafiquants. Le processus s'est emballé. Il témoigne au passage de la contradiction de fond entre un discours officiel selon lequel le conflit est terminé et la propagande noire qui cherche des ennemis.

Le DAS devient incontrôlable dans un contexte de forte perméabilité entre ses fonctionnaires réguliers, des paramilitaires infiltrés et des officines de sécurité privée, certaines chargées de la protection des personnalités espionnées, où les anciens du DAS se reconvertissent facilement. "*De fait, des activités d'espionnage et de répression ont cessé de relever du seul monopole de l'État, comme ça devrait être le cas normalement*", remarque Norbey Quevedo, du quotidien *El Espectador.*

> « La presse ne peut plus éviter de parler du coup de filet des juges dans la classe politique dominante »

DÉFINITION DE LA PARAPOLITIQUE : parlementaires, gouverneurs et élus ont utilisé les services des paramilitaires : protection, appui financier, parfois élimination d'opposants. Ceci depuis la structuration du paramilitarisme dans les années 80. Le phénomène s'est accentué sous la présidence d'Alvaro Uribe.

JUSQUE DANS LES HAUTES SPHÈRES

Les années 2005-2006 marquent une nouvelle étape à mesure que s'accumulent les affaires de "*parapolitique*". Gouverneurs, parlementaires locaux et nationaux, politiciens proches de la présidence sont poursuivis en justice. "*Le phénomène de la parapolitique éclate au grand jour avec cette incroyable visite du paramilitaire Salvatore Mancuso dans l'enceinte du Congrès en 2005, sous les scandaleux applaudissements d'un certain nombre de parlementaires*", rappelle Alejandra Barrios, directrice nationale de la Mission d'observation électorale. Cette fois, les gêneurs se trouvent au sein de l'une des plus hautes juridictions du pays. Souvent réticente à aborder des thèmes aussi sensibles, la presse ne peut plus éviter de parler du coup de filet des juges dans la classe politique dominante. "*C'est au moment où nous avons centré notre attention sur la 'parapolitique' que nous avons reçu les foudres de la présidence et que la campagne de discrédit a commencé contre Semana. La contre-offensive était assez sophistiquée. Tandis que la Casa de Nariño fustigeait notre "paranoïa" et notre "irresponsabilité", nous avons eu droit à des écoutes mais aussi à de curieux branchements sur Internet, à du piratage de notre site et à beaucoup d'allées et venues autour de nos locaux*", raconte Alejandro Santos. "*Mais c'est aussi à ce moment-là que nous avons recueilli des témoignages sérieux, bien qu'anonymes, d'une vingtaine de personnes issues du DAS ou liées à lui nous informant de son infiltration par les paramilitaires.*"

Autre journaliste écouté, Norbey Quevedo, du quotidien *El Espectador*, voit dans cette réaction l'effet d'une double panique au sein du service de renseignement. "*En interne, des dysfonctionne-*

Daniel Coronell trahi par sa source

Exilé pendant deux ans aux Etats-Unis après des menaces et une tentative d'assassinat, Daniel Coronell a compris l'ampleur de la chasse aux sorcières à peine revenu au pays, en juin 2007. "*J'avais réalisé avant mon départ en 2005 un entretien avec une parlementaire, aujourd'hui emprisonnée, suspecte d'achats de voix au profit de la réélection d'Alvaro Uribe. Mais cette femme, dans une interview à RCN, a fait publiquement état de cette conversation enregistrée avec moi. C'est de là qu'est partie la campagne de discrédit général contre moi, au plus haut niveau de l'État. Alvaro Uribe lui-même est monté au créneau pour exiger qu'on enquête sur moi parce que j'aurais dissimulé les preuves d'un délit pendant trois ans. Tout a été bon pour m'abattre. En 2009, mon collègue Ignacio Gómez et moi-même avons subi de nouvelles attaques après une enquête sur des affaires financières impliquant les enfants du chef de l'État. Nous avions si peu confiance dans les télécommunications que nous ne discutions du sujet qu'entre nous en tête à tête.*"

La dissolution pure et simple du DAS n'a pas les faveurs des journalistes, pas plus que ne les satisferait la seule condamnation du controversé Jorge Noguera "payant pour tout le monde".

ments ont commencé à apparaître. Jorge Noguera est entré en conflit ouvert avec son directeur de la technologie et de l'information, Rafael García. C'est lui qui a fait tomber Noguera, en confessant par la suite le recrutement de paramilitaires par le DAS. En externe, la presse est devenue dangereuse parce qu'elle se mettait à employer le mot 'parapolitique', et les pratiques du DAS ont également commencé à fuiter. Mais c'est ce même Rafael García qui stigmatise alors une 'presse criminelle', qu'il faut traquer au moyen des écoutes." Pendant l'année 2006, la FLIP (Fondation pour la liberté de la presse) prend à son tour connaissance, au-delà de l'espionnage téléphonique, d'une surveillance physique du quotidien *Vanguardia Liberal*. Il faudra attendre encore trois ans et les révélations de Semana pour que les pratiques du DAS soient portées en place publique. Mais la profession n'en est pas soulagée pour autant.

"*Les conséquences de telles révélations sont redoutables pour la pratique du métier en soi et la relation entre le journaliste et sa source, alors que la presse souffrait déjà d'une forte autocensure*", regrette le nouveau directeur de la FLIP, Andrés Morales. Comme le raconte Norbey Quevedo, "les effets psychologiques sont sévères". "*Le mal est fait de toute façon. Un climat s'est instauré. La peur de rester dans un lieu sombre, d'apercevoir une moto ou le besoin de changer d'itinéraire vous poursuit jusque dans votre propre journal. Je m'abstiens toujours d'aller aux conférences de rédaction. Je ne parle qu'à un ou deux collègues maximum.*"

> « … Les médias, dans leur majorité, sont restés longtemps passifs devant cette incroyable dérive d'un service de renseignement »

LES HOMMES PASSENT, LES PRATIQUES RESTENT

Dans la tourmente de ce "*Dasgate*" qui agite désormais la campagne électorale, la presse a-t-elle trop tardé à riposter ? Par peur ou par cynisme ? Un peu des deux selon l'ancien journaliste et universitaire Javier Darío Restrepo pour qui "l*es médias, dans leur majorité, sont restés longtemps passif devant cette incroyable dérive d'un service de renseignement, même s'il est vrai que les journalistes ne bénéficient pas toujours du soutien suffisant de leur propre média et de la profession en général*". Claudia Julieta Duque pointe, comme son aîné, la "*dénégation*" des grands médias audiovisuels privés – *Caracol* et *RCN* - "*qui ont osé applaudir une 'extraordinaire liberté de la presse' lors de la Journée du journaliste, le 9 février*". Javier Darío Restrepo reconnaît en même temps que "ce scandale des interceptions a constitué un nouveau facteur de pression sur le journaliste dans un pays où, déjà exposé à des degrés divers selon sa région et son média, il travaille en permanence dans l'angoisse et le calcul". Plus optimiste, Daniel Coronell veut croire que "*la paranoïa du journaliste colombien l'aide aussi à survivre*".

Les révélations de *Semana* auraient-elles fondamentalement modifié la donne si elles étaient intervenues plus tôt ? Pour Felipe Muñoz, "il est normal que cette histoire enfle à la veille des élections". Daniel Coronell avance, lui, une autre explication. "*La propagande du gouvernement contre nous a été si efficace durant toutes ces années que beaucoup de citoyens en sont venus à banaliser ces pratiques. Pour eux, la liberté d'informer est le privilège de quelques journalistes en quête de popularité personnelle. Sans cette propagande du sommet, le reste n'existe pas. Peu importaient que les directeurs du DAS tombent les uns après les autres puisque le vrai responsable demeurait au pouvoir.*"

Jamais donc, le DAS n'aurait pu manœuvrer sans le soutien, sinon l'aval direct, du palais présidentiel. Pour preuve, le cœur du pouvoir d'État est désormais touché, témoignages d'agents du DAS à l'appui. La justice colombienne a mis en cause pour l'espionnage de magistrats, ce 19 mai, deux hauts fonctionnaires de la présidence : son secrétaire général Bernardo Moreno et son secrétaire en charge des affaires juridiques Edmundo del Castillo. Deux autres sont visés : Mauricio Velásquez, le secrétaire de communication, et Jorge Mario Eastman, ancien assesseur juridique et aujourd'hui vice-ministre de la Défense.

ESCORTES ENCOMBRANTES

Pris en étau, les journalistes colombiens inquiétés l'auront bel et bien été du sommet à la base. Car l'État qui les stigmatise est également celui qui garantit leur protection au quotidien. Comment s'opposer à un gouvernement tout en acceptant les escortes qu'il met à disposition, et inversement ? L'angoisse se lit mieux devant un tel dilemme. Et la question se pose encore plus cruellement quand la protection elle-même devient suspecte. En 2002 ont été introduits ces "*schémas de sécurité*", comprenant notamment gardes du corps et voiture blindée, dont l'exécution dépend d'une préalable étude de risque.

Au stade de l'évaluation, le ministère de l'Intérieur est maître. "*Aujourd'hui, le ministère est lui aussi dans le collimateur de la Fiscalía*", rappelle Andrés Morales, de la FLIP. "*Qu'il ait été directement complice ou non, il porte au moins une*

La Fondation pour la liberté de la presse (FLIP), organisation partenaire de Reporters sans frontières en Colombie, créée en 1996, est dotée depuis 1998 d'un réseau d'alerte et de protection des journalistes (RAP) qui compte 29 correspondants dans tout le pays.

responsabilité politique par défaut." Les choses se compliquent, en effet, quand il s'agit de désigner les maîtres d'œuvre du schéma de sécurité. "*Les informations des escortes des journalistes - et les seize espionnés des 'chuzadas' en ont bénéficié à un moment ou à un autre -, ont forcément profité au DAS. Le plan d'intimidation dont ces journalistes ont été victimes impliquait que soient suivis au plus près leurs habitudes et leurs mouvements*", assure-t-on à la FLIP.

Derrière les actes de sabotage de sa voiture ou les visites aux gardiens de parking, Claudia Julieta Duque n'hésite pas à voir la main de ses "*protecteurs*". "*Il ne s'agit pas de protéger mais de surveiller et de moucharder. Juste après une réunion avec la FLIP où je soulevais le problème, le DAS m'a fait passer pour une activiste folle qui cherchait à démolir l'institution.*" Sa description correspond aux méthodes recommandées par un manuel d'espionnage à l'attention des fonctionnaires du DAS, destiné à surveiller et à décrédibiliser des personnalités jugées gênantes pour le gouvernement. Son existence a été révélée en décembre 2009 et Felipe Muñoz identifie là "le véritable scandale, qui n'est pas d'abord celui des écoutes". Le directeur général du DAS connaît le problème, lui qui a supervisé autrefois des officines de sécurité privée.

Le 11 mai durant notre visite, Patricia Morris, épouse d'Hollman et journaliste elle aussi, a vécu un incident avec l'escorte de la famille. Les agents appartiennent à la société Vise, un vivier d'anciens du DAS fondé par un militaire en retraite. "*Ils m'ont dit que faute d'essence, ils ne pouvaient plus emmener les enfants à l'école. Après l'altercation, leur supérieur m'a engueulée au téléphone. C'est une forme de pression. Le dispositif devient une prison pour celui qu'il doit servir. En 2008, pourtant, la Cour suprême a réaffirmé que la protection devait s'adapter à la personne protégée et pas le contraire, après une requête de Claudia Julieta Duque.*" "*Même une apparente marque de confiance de la part de l'escorte peut être à double tranchant*", note Hollman Morris. "*Comment se sentir en sécurité quand vos propres gardes du corps, anciens du DAS, vous confient que leur institution d'origine a cherché à obtenir des renseignements sur votre compte à travers eux ?*"

A *Noticias Uno*, Daniel Coronell et Ignacio Gómez bénéficient eux aussi d'une protection. Pour le premier, il s'agit d'une escorte mixte du DAS et de la police. "*Je suis heureux d'avoir une escorte mais conscient aussi qu'on me surveille. Se retirer ? Dénoncer le schéma de sécurité revient implicitement à donner un permis tacite pour qu'on vous tue.*"

Portraits d'otages des FARC dans la salle de rédaction de *Semana*.

> « … La liquidation du DAS est un excellent moyen pour que justice ne soit pas rendue »

Semana.com

Hebdomadaire de référence : né en 1982, *SEMANA* est le plus lu des hebdomadaires colombiens. Référence en matière d'analyse politique, il revendique plus d'un million de lecteurs par mois. Son directeur, Alejandro Santos, est issu de la même famille que l'ancien ministre de la Défense Juan Manuel Santos, candidat à la succession d'Alvaro Uribe. "Mais ce lien de parenté ne nous a jamais empêchés d'être très critiques vis-à-vis de l'administration Uribe", insiste le directeur.

LES RISQUES DU GRAND MÉNAGE

Douze réformes depuis sa création. Seize mille pièces de dossier, 100 visites de la police judiciaire, 70 demandes d'entretien des ONG, 10 procédures et quatre directeurs tombés dont un sous les verrous depuis le scandale. Felipe Muñoz fait les comptes en attendant qu'ils soient soldés et admet en soupirant que "*la culture maison sera difficile à changer*". L'actuel directeur du DAS affirme donner tous les gages de transparence même s'il se plaint de n'être pas assez consulté par les journalistes. Le sort du DAS serait-il déjà scellé, a fortiori sous l'impulsion d'une campagne qui pourrait porter au pouvoir un étranger au camp Uribe ? Felipe Muñoz s'avoue lui-même suspendu au résultat du scrutin et à la date de l'investiture présidentielle, le 7 août. "*La proposition de substituer au DAS un nouveau service de renseignement est déjà dans les tiroirs du Congrès. L'encadrement légal de ce genre d'activités serait entièrement revu, avec l'instauration d'un centre de protection des données. C'est l'esprit de la future loi du renseignement introduite en 2009, qui sera discutée à la prochaine mandature.*"

En attendant, la campagne s'est accélérée. Le vert d'Antanas Mockus rivalise avec l'orange de Juan Manuel Santos sur les façades des immeubles et les t-shirts des militants. L'ancien maire de Bogota tiendrait la corde au second tour. Les sondages inondent les colonnes et les écrans. Des rumeurs de possibles fraudes se répandent par à-coups. D'aucuns parlent de "*sondages noirs*" mi-

nimisant le poids d'un électorat jeune, favorable à l'ancien maire de Bogota. "*La campagne de Juan Manuel Santos s'est nettement durcie depuis que les enquêtes d'opinion avantagent Antanas Mockus*", remarque la fondatrice du média en ligne *La Silla Vacía* ("*La chaise vide*"), Juanita León, ancienne de Semana et du quotidien *El Tiempo*. "*Depuis que El Espectador a révélé des plans de propagande noire cette fois dans la campagne, nous avons plus difficilement accès à l'entourage de l'ancien ministre de la Défense d'Uribe.*" Parmi les six prétendants à la succession d'Alvaro Uribe, deux ont été espionnés, mais "*circulent sous protection du DAS*", tient à faire remarquer Felipe Muñoz. Le libéral Rafael Pardo et le leader du Pôle démocratique (gauche), Gustavo Petro. Hormis ce dernier, personne n'a encore soulevé publiquement la question. Qu'adviendra-t-il de la grande maison de Paloquemao après le 7 août ?

La dissolution pure et simple du DAS n'a pas les faveurs des journalistes que nous avons rencontrés, pas plus que ne les satisferait la seule condamnation du controversé Jorge Noguera "*payant pour tout le monde*". "*La liquidation du DAS est un excellent moyen pour que justice ne soit pas rendue*", insiste Daniel Coronell. "*En liquidant l'institution, on liquide aussi son linge sale*". Andrés Morales, de la FLIP, nuance : "*L'argument d'une institution infiltrée de l'extérieur peut également servir à la dédouaner.*" Le ménage aurait-il commencé avant le débat ? Deux jours après les révélations de *Semana*, une grande partie de la documentation liée au scandale est supposée avoir définitivement disparu dans les broyeuses de Paloquemao. "*Faux !*", réplique Felipe Muñoz. "*Toutes les preuves sont aux mains de la Fiscalía. Et s'agissant des écoutes, il est impossible de les effacer. Le système Esperanza est conçu de telle sorte qu'il reste forcément une trace de toutes ces données.*" Le directeur général du DAS a provoqué l'indignation en déclarant lors d'un débat au Congrès qu'il présenterait ses excuses si "*1 % des accusations de Claudia Julieta Duque visant le DAS était prouvé*". "*Je voulais simplement dire que ce 1 % serait déjà très grave en soi*", se défend-il.

> « … La dissolution pure et simple du DAS n'a pas les faveurs des journalistes »

Comme l'exige la Constitution colombienne de 1991 et le code du contentieux administratif, la presse a eu accès auprès de la Fiscalía à ce fameux document du 17 mars 2009 où sont mentionnés les noms des journalistes espionnés, aux côtés de magistrats et d'hommes politiques. Ce document n'a fait hélas que confirmer ce que beaucoup savaient déjà et d'après Andrés Morales, "*il est très difficile d'estimer ce qu'il reste à savoir*". Le jeune directeur de la FLIP craint d'ailleurs que l'argument de l'atteinte à la liberté de la presse ait peu de portée, Alvaro Uribe et ses soutiens ou héritiers "*pouvant toujours faire valoir que le nombre de journalistes assassinés ou agressés a diminué sous le double mandat*".

Loin de Bogota, à Popayán, les représentants des 10 médias affiliés au Conseil régional indigène du Cauca font un autre constat. Journalistes communautaires de souches Nasa, Missak, Yanacona ou Totoró, ils dénoncent à la fois ce "*plan de mort*" que traduit la persécution des paramilitaires, des FARC et parfois de l'armée, et "*une propagande noire qui les présente en ennemis ou en pures victimes*". Autre lieu ? Autre réalité ? Ces journalistes-là n'ont pas fini de subir la réalité de la guerre. Le scandale du DAS a peut-être rappelé d'une autre manière à la presse de Bogota que la guerre n'était pas terminée.

RECOMMANDATIONS

Si les suites d'une telle affaire dépendent en très grande partie du résultat de l'élection présidentielle, et tout en prenant acte des importantes avancées de l'enquête en cours, Reporters sans frontières formulent les recommandations suivantes :

• qu'une enquête, au moins administrative, soit diligentée au plus vite sur l'ensemble des agents chargés de la protection des journalistes appartenant, ou ayant appartenu ou collaboré auprès du DAS.

• qu'une commission indépendante, avec l'accord de la Fiscalía, puisse procéder à l'inventaire complet des documents, archives ou comptes rendu sd'écoutes encore disponibles au sein du DAS ou des administrations mis en cause pour avoir espionné des professionnels des médias et traqué leurs sources. Qu'un tel inventaire lui soit également autorisé au sein de la présidence de la République.

• que tous les documents, enregistrements ou autres preuves de propagande d'État ciblant des journalistes saisis soient rassemblés au sein d'une base de données sous contrôle de la Fiscalía et soient mis à la disposition de la presse et du public.

Secrétariat international
REPORTERS SANS FRONTIÈRES
47 rue vivienne
75002 Paris - France
Tel. 33 1 44 83 84 84
Fax. 33 1 45 23 11 51
Web : www.rsf.org
E-mail : rsf@rsf.org
Ambroise Pierre - Bureau Afrique : afrique@rsf.org
Benoit Hervieu - Bureau Amériques : ameriques@rsf.org
Vincent Brossel - Bureau Asie : asie@rsf.org
Elsa Vidal - Bureau Europe : europe@rsf.org
Soazig Dollet - Bureau Moyen-Orient : moyen-orient@rsf.org
Lucie Morillon - Bureau Internet : internet@rsf.org
Contact Presse : presse@rsf.org

REPORTERS SANS FRONTIÈRES est une organisation internationale de défense de la liberté de la presse. Elle observe et rapporte les atteintes à la liberté de la presse dans le monde. Constituée d'une équipe de 12 journalistes et reposant sur 140 correspondants, Reporters sans frontières analyse l'information et intervient par voie de presse, par courrier, sous forme de rapports d'enquête et de recommandations pour alerter l'opinion contre les exactions commises contre des journalistes, les violations à la liberté d'expression et faire pression sur les responsables politiques.

Secrétaire général : **Jean François Julliard** Directeur des publications : **Gilles Lordet**